

Unité départementale de la Somme
12 rue du maître du monde
Pôle Jules Verne
80 440 Glisy

Glisy, le 25/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOCOPIC

rue de Vaux
80080 AMIENS

Références : 2022-E30088

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2022 dans l'établissement SOCOPIC implanté rue de Vaux 80080 AMIENS. L'inspection a été annoncée le 24/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à vérifier la conformité des équipements de mesure en continu des rejets dans l'air mis en place par les exploitants. La vérification porte sur le respect des procédures QAL1, QAL2, QAL3 et AST des appareils de mesure en continu exploités sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCOPIC
- rue de Vaux 80080 AMIENS
- Code AIOT dans GUN : 0005103728
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société SOCOPIC exploite des installations de production de vapeur dans la zone industrielle Nord d'Amiens.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- action nationale 2022 – surveillance continu des rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète. Il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la visite d'inspection (1)
Mesure en continu de la pression	AP Complémentaire du 08/06/2021, article 8.2.1	Mise en demeure, respect de prescription
Application procédures QAL/AST	Arrêté Préfectoral du 08/06/2021, article 3.2.5.1	Mise en demeure, respect de prescription
Assurance Qualité des AMS – QAL1	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Mise en demeure, respect de prescription
Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Mise en demeure, respect de prescription
Assurance Qualité des AMS – QAL3	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Mise en demeure, respect de prescription
Normes de prélèvements	AP Complémentaire du 08/06/2021, article 3.2.2	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Mesure en continu des SOx	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24
Mesure en continu des NOx	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25
Mesure en continu des poussières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25
Mesure en continu du CO	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27
Mesure en continu de O2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
Mesure en continu de la température	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
Mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau	AP Complémentaire du 08/06/2021, article 8.2.1
Assurance Qualité des AMS – AST	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Conditions T, P, H2O, O2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 9
Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33
Conditions de respect des valeurs limites	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34
Mesure annuelle par un organisme agréé	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société SOCOPIC dispose d'un appareil de mesure en continu de ses rejets atmosphériques. Bien qu'un suivi régulier soit réalisé par l'exploitant, ce dernier ne respecte pas certaines dispositions réglementaires concernant notamment la certification de cet appareil, son aptitude à mesurer avec une incertitude conforme aux exigences normatives et la vérification de la dérive de cet appareil dans le temps. De plus, certaines normes de prélèvements ne sont pas respectées.

Par conséquent, l'inspection des installations classées propose à madame la préfète de la Somme d'engager une procédure de mise en demeure à l'encontre de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Mesure en continu des SOx

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu des SOx
Prescription contrôlée : La concentration en SOx dans les gaz résiduels est mesurée en continu. Cependant, la mesure en continu n'est pas obligatoire [...] pour les installations de combustion utilisant exclusivement du gaz naturel .
Constats : L'installation de combustion présente sur le site utilise exclusivement du gaz naturel. L'exploitant n'est donc pas dans l'obligation de réaliser une mesure en continu de la concentration des SOx.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesure en continu des NOx

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu des NOx
Prescription contrôlée : La concentration en NOx dans les gaz résiduels est mesurée en continu.
Constats : L'exploitant effectue un suivi en continu des NOx comprenant bien une mesure des NO et une mesure des NO2. Ces deux composés sont mesurés distinctement et l'analyseur retransmet une valeur de NOx (somme des NO et NO2).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesure en continu des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu des poussières
Prescription contrôlée : La concentration en poussières dans les gaz résiduels est mesurée en continu. Cependant, la mesure en continu n'est pas obligatoire [...] pour les installations de combustion utilisant exclusivement du gaz naturel.
Constats : L'installation de combustion présente sur le site utilise exclusivement du gaz naturel. L'exploitant n'est donc pas dans l'obligation de réaliser une mesure en continu de la concentration des poussières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesure en continu du CO

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu du CO
Prescription contrôlée : La concentration en CO dans les gaz résiduels est mesurée en continu.
Constats : L'exploitant réalise une mesure en continu de la concentration en CO dans les gaz résiduels.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesure en continu de O2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu de O2
Prescription contrôlée : La teneur en oxygène est mesurée en continu.
Constats : L'exploitant effectue un suivi en continu de la teneur en oxygène.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesure en continu de la température

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu de la température
Prescription contrôlée : La température est mesurée en continu.
Constats : L'exploitant effectue un suivi en continu de la température.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesure en continu de la pression

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/06/2021, article 8.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu de la pression
Prescription contrôlée : La pression [...] des gaz résiduels [est mesurée] en continu.
Constats : L'exploitant ne réalise pas de suivi en continu de la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels sur ses installations. Cependant, l'article 30 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 prévoit que la mesure en continu de la pression n'est pas exigée pour les chaudières d'une puissance inférieure à 100 MW autorisées avant le 31 juillet 2002 ou qui ont fait l'objet d'une demande d'autorisation avant cette date pour autant qu'elles aient été mises en service au plus tard le 27 novembre 2003 et qui ne disposent pas d'un dispositif de traitement des fumées. Dans ce cas, une mesure trimestrielle est néanmoins exigée. Or, dans le présent cas, l'exploitant n'effectue ni de suivi en continu, ni de suivi trimestriel de la pression des gaz résiduels.
Observations : L'exploitant a été invité à déposer un dossier de porter-à-connaissance auprès de la préfecture de la Somme afin de solliciter une modification de l'article 8.2.1 de son arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2021 concernant l'obligation de suivi en continu de la pression, ce qui ne l'affranchit pas de l'obligation d'un suivi trimestriel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/06/2021, article 8.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau
Prescription contrôlée : La teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels [est mesurée] en continu.
Constats : L'exploitant ne réalise pas de suivi en continu de la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels sur ses installations. Cependant, l'article 30 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 prévoit que la mesure en continu de la vapeur d'eau n'est pas exigée lorsque les gaz résiduels échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions.
Observations : L'exploitant a été invité à déposer un dossier de porter-à-connaissance auprès de la préfecture de la Somme afin de solliciter une modification de l'article 8.2.1 de son arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2021 concernant l'obligation de suivi en continu de la vapeur d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Application procédures QAL/AST

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2021, article 3.2.5.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Application procédures QAL/AST
Prescription contrôlée : [Les appareils de mesure en continu] appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).
Constats : L'exploitant ne dispose pas de procédure d'assurance qualité QAL3 pour les appareils de mesure en continu des rejets atmosphériques présents sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Assurance Qualité des AMS – QAL1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des AMS – QAL1
Prescription contrôlée : Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1.
Constats : L'exploitant a transmis le certificat MCERTS n° SIRA MC 040027/02 de l'appareil FGA Flue Gas Analyser and ChillerProbe. La certification est bien reconnue par le ministère de l'environnement de l'Angleterre (logo Environment Agency). Néanmoins, la date de validité du certificat est échuée depuis le 15 février 2014. La procédure QAL1 n'est donc pas respectée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Assurance Qualité des AMS – QAL2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des AMS – QAL2
Prescription contrôlée : [Les appareils de mesure en continu] sont étalonnés [...] selon la procédure QAL 2.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport d'étalonnage des systèmes de mesures automatiques (QAL2) établi par le bureau d'études APAVE le 29 janvier 2020 (rapport n° 20150031/1/version 1). Le QAL2 porte sur les paramètres suivants : CO, NOx et O2. Le nombre de mesures réalisées ainsi que les intervalles de mesures ont été justifiés. Néanmoins, le QAL2 ne présente pas d'étalonnage pour les capteurs mesurant les paramètres périphériques suivants : température et pression.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Assurance Qualité des AMS – AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des AMS – AST
Prescription contrôlée : L'absence de dérive est contrôlée par les procédures AST.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport AST établi par le bureau d'études APAVE le 12 avril 2021 (rapport n° 21127695-1 – version 1). L'AST porte sur les paramètres CO, les NOx et O2. Lors du contrôle, il a notamment été regardé : <ul style="list-style-type: none">- la validité des droites d'étalonnage et du test de variabilité ;- le nombre de mesurage (4 mesures) ;- l'absence d'exclusion d'un couple de point ;- la justification de la stratégie de mesurage et du cas de traitement des données retenus ;- les durées de prélèvement (30 minutes) ;- les intervalles entre 2 prélèvements (1 heure).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Assurance Qualité des AMS – QAL3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des AMS – QAL3
Prescription contrôlée : L'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3.
Constats : L'exploitant n'a pas de procédure QAL3.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Conditions T, P, H2O, O2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions T, P, H2O, O2
Prescription contrôlée : Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm ³), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm ³) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs, et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs.
Constats : La mesure des polluants s'effectue sur gaz secs. L'exploitant a indiqué que l'analyseur effectue les mesures en ppm et qu'il procède ensuite aux conversions en mg/Nm ³ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33
Thème(s) : Actions nationales 2022, Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %
Prescription contrôlée : Les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission : - CO : 10 % - NOX : 20 %
Constats : L'exploitant a transmis les rapports de mesures des rejets atmosphériques issus : - de la chaudière air ambiant réalisé par l'APAVE le 8 juin 2021 (rapport n° 21261994-1 – version 1) ; - de la TAG F301 établi le 26 mars 2021 par la société APAVE (rapport n° 20532809-1-version 1). Ces rapports indiquent que l'incertitude pour le CO et les NOx est de 2 %.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions de respect des valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de respect des valeurs limites
Prescription contrôlée : Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées : - aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ; - aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ; - 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre.
Constats : L'exploitant a présenté un tableau de synthèse des mesures en continu réalisées en 2021 pour le CO et les NOx. Selon les éléments transmis par l'exploitant : - il respecte les conditions suivantes : - aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émissions fixées ; - 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année 2021 ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission fixées. - il ne respecte pas les conditions suivantes : - 4 valeurs journalières moyennes validées dépassent les 110 % des valeurs limites d'émissions fixées (2 valeurs pour le CO en août et en octobre et 2 valeurs en NOx en avril et en octobre). Ces dépassements ont été communiqués à l'inspection des installations classées au travers des rapports mensuels transmis par l'exploitant. Pour chaque dépassement, l'exploitant a indiqué les causes (fonctionnement ponctuel en sous-régime, réglages ou redémarrage chaudière). Les résultats sont très rapidement revenus à la normale.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesure annuelle par un organisme agréé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure annuelle par un organisme agréé
Prescription contrôlée : L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport des mesures annuelles réalisé par l'organisme APAVE le 29 avril 2022 pour la chaudière F301 (référence : 22206116-1 - version 1).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Normes de prélèvements

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/06/2021, article 3.2.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Normes de prélèvements
Prescription contrôlée : L'exploitant aménage les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des poussières, etc.) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier, les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 1384-1) sont respectées.
Constats : Le rapport des mesures des rejets atmosphériques établi par l'organisme APAVE le 29 avril 2022 pour la chaudière F301 (référence 22206116-1 – version 1) indique que les sections de mesures présente des écarts à la norme NF EN 13284-1 pour les raisons suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le nombre d'axes de prélèvement est insuffisant (existence d'un seul axe exploitable). Les essais n'ont pu être réalisés que sur cet axe ;- la surface de la passerelle est insuffisante au regard des exigences de sécurité et/ou de disponibilité d'espace pour les mesures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription